

La désindustrialisation précoce en Algérie : ampleur, causes et conséquences

Karim SI LEKHAL¹

¹Chercheur en économie du développement, diplômé d'un doctorat en sciences économiques de l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, France, karim.silekhal@gmail.com

Résumé :

Après l'expérience des industries industrialisantes mises en œuvre au lendemain de son indépendance, l'Algérie s'enfonce progressivement, à partir du milieu des années 1980, dans une crise de modèle économique et industriel. Cet article se propose d'analyser le processus de désindustrialisation précoce de l'économie algérienne comprise comme une baisse de la contribution de l'industrie dans le PIB et la diminution de la part de l'emploi industriel dans l'emploi total. Son objectif est de fournir des ébauches de réponses satisfaisantes aux interrogations suivantes : Y a-t-il vraiment une désindustrialisation précoce en Algérie ? Si oui, quelle est l'étendue du processus en œuvre ? Quelles sont ses causes et ses conséquences sur les équilibres sociaux économiques du pays ?

Mots clés : Désindustrialisation précoce ; entreprises d'Etat ; Industrie ; pouvoirs publics.

The premature deindustrialization in Algeria: extent, causes and consequences

Abstract:

Algeria's economic and industrial model gradually declined after the industrialization implemented soon after its independence, starting from the mid-1980s. This article aims to analyze the process of premature deindustrialization in the Algerian economy, with emphasis on the decline in the contribution of its industry to GDP and the share of industrial employment in total employment. It provides satisfactory answers to the following questions: Was there really early deindustrialization in Algeria? If yes, what was the extent of the process? What were the causes and consequences that disrupted the country's social and economic fabric?

Keywords: Premature deindustrialization; state enterprises, Industry; public authorities.

Citation : SI LEKHAL, K. (2026), La désindustrialisation précoce en Algérie : ampleur, causes et conséquences., *Revue Française de Gestion Industrielle*, 40(1), 09-23. <https://doi.org/10.53102/2026.40.01.1274>

Historique : reçu le 20/10/2025, accepté le 09/03/2026, en ligne le 21/04/2026

This is an Open Access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International License (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>), permitting all non-commercial use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

1. INTRODUCTION

Pour de nombreux spécialistes de l'économie du développement, l'industrialisation est la force agissante de la « transformation structurelle » de l'économie. Précisons qu'on entend par transformation structurelle la réallocation des ressources des activités les moins productives, les moins créatrices de richesses et d'emplois durables, vers les plus productives de valeurs et de richesses réelles.

Pourtant, en Algérie, cette ambition ne va pas de soi. Le projet algérien d'industrialisation, lancé depuis les années 1960, et qui a bénéficié d'une injection massive de capitaux publics, permise par les recettes des hydrocarbures, n'a pas pu produire un changement structurel et faire passer l'économie du pays d'une économie rentière à une économie productive de valeur ajoutée. Dès la fin des années 1980, la désindustrialisation, qui signifie la manifestation de la régression, voire de la disparition de l'activité industrielle, complique les conditions d'une industrialisation de l'Algérie, et menace de rompre les équilibres économiques et sociaux du pays. La contribution globale du secteur manufacturier est passé de 15% du PIB au milieu des années 1980 à 5,5% seulement en 2006, pour ne représenter qu'à peine 4,7% en 2024. De ce fait, nous constatons que l'économie nationale algérienne connaît un processus certain de désindustrialisation, et nous pouvons donc émettre l'hypothèse une *désindustrialisation précoce*, c'est-à-dire un phénomène qui touche les pays en voie de développement, qui sortent d'un sous-développement industriel, pour devenir des économies de services bas de gamme ou d'activités informelles à faibles productivité (Amougou, 2019). En effet, de nombreux pays émergents ou en voie de développement ayant mis en place ces trois dernières décennies des stratégies industrielles n'ont pas pu atteindre le niveau d'industrialisation qui fut auparavant atteint par les pays développés. La désindustrialisation de ces économies en

construction semble s'amorcer de plus en plus tôt, que ce soit en termes de degré d'industrialisation ou de niveau des revenus. C'est un déclin industriel que les spécialistes de l'économie industrielle qualifient de *désindustrialisation précoce* ou *prématurée* (Rodrik, 2013)¹.

En Algérie, comme dans de nombreux pays en voie de développement (PED), c'est donc une industrie fragile, non encore parvenue à maturité, qui perd précocement des secteurs structurants, tels que la sidérurgie, les industries mécaniques, métalliques, électriques, le textile, le cuir, au profit des activités de services peu productives de richesses réelles et de postes de travail durables. Une étude approfondie de ce problème serait en effet cruciale pour l'avenir économique et social de l'Algérie. Y a-t-il vraiment une *désindustrialisation précoce* en Algérie ? Si oui, quel est l'étendue du processus de décrochage industriel en œuvre ? Quelles sont ses causes et ses conséquences sur les équilibres sociaux économiques du pays ? Ces questionnements vont guider notre démarche de recherche.

La méthodologie suivie dans cet article repose essentiellement sur une démarche descriptive et analytique, basée sur l'étude de données chiffrées. Il s'agit d'examiner, avec des statistiques sectorielles détaillées, issues principalement de l'*Office Nationale des Statistiques*, les principales mutations qu'a connu le secteur industriel algérien et d'étudier les causes principales de son déclin, entamé depuis la fin des années 1980.

En plus de dresser un état des lieux actualisé de l'activité industrielle algérienne, et d'étudier les causes de son recul, la contribution scientifique spécifique de cet article est surtout de vérifier, avec les statistiques officielles existantes, si l'Algérie est vraiment engagée dans une *désindustrialisation précoce*. C'est un phénomène économique et social que les travaux déjà publiés sur l'économie

¹ Le lecteur peut se reporter très utilement aux publications du Professeur Dani Rodrik, Home page, <https://drodrik.scholar.harvard.edu/>

industrielle algérienne n'ont pas suffisamment examiné.

Tout d'abord, nous examinerons ce que nous apprend l'expérience de la désindustrialisation des pays développés pour mieux comprendre le phénomène de la désindustrialisation en œuvre dans les économies en voie de développement, et particulièrement en Algérie. Après avoir précisé ce qu'est la *désindustrialisation précoce* qui caractérise de nombreux pays en Afrique, en Amérique latine et en Asie, un constat statistique sera établi sur l'étendue du déclin industriel de l'économie algérienne, en termes de contribution de l'industrie à la valeur ajoutée globale et à l'emploi total. Ensuite, nous analyserons les causes expliquant ce phénomène de *désindustrialisation précoce* et ses conséquences sur les équilibres économiques et sociaux du pays. Enfin, nous évoquerons brièvement les mesures récentes mises en œuvre par les pouvoirs publics pour relancer l'industrie nationale.

2. LES CAUSES MULTIPLES DE LA DESINDUSTRIALISATION DES PAYS DEVELOPPES

Afin de comprendre la *désindustrialisation précoce* des pays en voie de développement, il importe de définir d'abord le sens usuel du concept de la désindustrialisation, et d'en préciser ses contours et ses causes, notamment à travers l'expérience des économies occidentales, qui furent les premières à être confrontées à ce phénomène depuis les années 1970-1980.

Le terme de « *premauty desindustrialization* » (*désindustrialisation prématurée*) est utilisé pour la première fois en 2006 avec l'étude des problèmes causés par la baisse de la contribution de l'activité industrielle à la croissance des économies dans de nombreux pays, tels le Brésil, l'Inde, l'Argentine, etc. (Gaulard, 2016).

Selon le dictionnaire *Larousse*, la désindustrialisation se définit de la façon suivante : « *réduction du nombre des emplois dans le secteur industriel d'un pays ; réduction du secteur de l'industrie au regard des autres secteurs. La désindustrialisation peut avoir pour cause un fort*

taux de progrès technique dans les processus de production ou la délocalisation des activités de production vers les pays à bas salaires ». La définition que propose le Dictionnaire le Robert renvoie à « *l'action de réduire ou de faire disparaître les activités industrielles et aux résultats de cette action* ». Dans ces travaux de recherche, l'économiste Français Pierre Salama considère que la désindustrialisation renvoie en général à une baisse absolue de la valeur ajoutée des industries et/ou à une réduction relative du poids de l'industrie nationale dans l'industrie mondiale, en économie ouverte (Salama, 2019).

En effet, la question de la désindustrialisation des économies développées n'est pas récente. Elle était déjà présente à la fin des années 1970 et au début des années 1980 (Askenazy, 2012). Si certains économistes dans les années 1960 et 1970 ont considéré la désindustrialisation comme un signe de modernité ouvrant la voie à une société post-industrielle dans une vision idéalisée de l'avenir (Minovez, 2019), depuis quelques années, les fragilités économiques et sociales apportées par le processus de désindustrialisation, mis en œuvre en Europe notamment, ont conduit de nombreux chercheurs et universitaires à réviser sérieusement cette projection. Il faut dire que le décrochage industriel qui touche particulièrement les pays anciennement industrialisés (USA, France, Italie, Espagne, etc.) a fortement contribué à la dégradation des grands équilibres économiques et sociaux de ces pays (augmentation du chômage, baisse du potentiel d'innovation, aggravation des déficits des échanges extérieurs).

De nos jours, l'industrie est à nouveau pensée comme un élément majeur de la prospérité des nations, que les gouvernements doivent protéger et moderniser. De fait, la désindustrialisation (et réindustrialisation) se trouve au centre de tous les enjeux politiques, économiques et sociaux de ces pays, où universitaires, institutions et responsables politiques étudient les causes, les conséquences et les solutions susceptibles d'aider à redresser leur situation économique et industrielle. Quels sont les facteurs de la désindustrialisation des pays développés ?

Plusieurs éléments contextuels et dépassant le cadre de ces nations développées peuvent être avancés pour expliquer le processus de désindustrialisation qui semble inéluctable avec l'internationalisation des chaînes de production. Globalement, on peut affirmer qu'il existe une convergence entre les chercheurs sur les causes de la désindustrialisation des pays occidentaux, même s'ils divergent, parfois, sur les réponses à apporter. Nous abordons, dans ce qui suit, les facteurs les plus significatifs que plusieurs travaux de recherche et enquêtes de terrain sérieuses proposent.

Étudié pour la première fois, dans les années 1960, par l'économiste britannique Nicolas Kaldor, le concept de la désindustrialisation est mobilisé pour mieux appréhender les causes de la baisse de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB et la structure de l'emploi total en Grande-Bretagne. Dans ses recherches, Kaldor retient deux principales explications sur le recul de l'industrie dans l'économie britannique : d'un côté, parallèlement à la hausse des revenus par habitant, est observé un accroissement de la demande des services au détriment de celle des produits manufacturés. D'un autre côté, la hausse de la productivité dans le secteur industriel provoque un détournement de la main-d'œuvre vers les services, de la même manière que la hausse de la productivité dans le secteur primaire fut responsable d'un transfert des emplois de ce secteur vers celui de l'industrie (Gaulard, 2016).

Robert Rowthorn, un autre économiste britannique a proposé de décrire ce processus de recul de l'activité industrielle sous la forme d'un U inversé : à mesure que le revenu par habitant augmente, la part de l'emploi dans le secteur manufacturier commence par croître, puis se stabilise avant de diminuer. Il explique que ce phénomène se poursuit à l'échelle globale, et qu'il existe des facteurs qui sont propres aux caractéristiques régionales et historiques de chaque pays qui définissent le changement structurel de l'économie actuelle (Petersen & Bohme, 2019).

Pour Jean-Luc Gaffard, économiste français, le recul de l'activité industrielle dans les pays développés est dû principalement aux délocalisations des

activités productives à fort contenu de main d'œuvre et à faible contenu technologique. Ces délocalisations sont causées par l'essor des pays émergents proposant des productions à faibles coûts salariaux et bénéficiant d'une diminution spectaculaire des coûts de transport (Gaffard, 2012). Philippe Askenazy, professeur à l'école d'économie de Paris, considère que c'est d'abord l'externalisation d'un certain nombre de tâches vers le secteur des services et l'effet mécanique des gains de productivité acquis depuis les années 1980 qui seraient à l'origine de la baisse du niveau de la production industrielle des pays industrialisés, de la France en particulier. L'économiste explique que le maintien d'une industrie performante dépend essentiellement de la capacité du pays à maintenir la production sur son territoire et à exporter des produits nationaux à l'étranger, faute de quoi la désindustrialisation serait inéluctable pour ce dernier.

Henri Lachemann, industriel, fin connaisseur du monde de l'industrie et ancien président de *Schneider Electric*, soutient ces arguments et ajoute l'existence de contraintes liées au droit de la concurrence communautaire du marché unique en Europe, de règles juridiques qui entrent souvent en contradiction avec les stratégies industrielles intérieures aux Etats membres de la zone euro. Il considère également que la persistance des contraintes nationales en termes de coûts et d'exigences réglementaires (impôts, salaires, durcissement du cadre réglementaire, etc.) favorise les délocalisations et donc la désindustrialisation des territoires. Dans une publication qui a pour titre *comment freiner la désindustrialisation ?* L'auteur explique le décrochage industriel français principalement par un droit du travail peu malléable, un déficit de collaboration active entre les acteurs publics et privés, entre le monde de l'université, de la recherche, de l'éducation et de l'entreprise.

La désindustrialisation des pays développés pose trois problèmes majeurs : celui des emplois, notamment ceux de la classes moyenne, celui des exportations qui déclinent et celui de l'investissement en Capital et Recherche et Développement (Guillou, 2017). Ce phénomène

semble inéluctable et se poursuit à une échelle globale. Il menace désormais de nombreux pays en voie de développement qui n'ont pourtant pas atteint des niveaux d'industrialisation satisfaisants et qui pourtant font face, d'une manière précoce, à une destruction de leur tissu industriel.

3. LES PARTICULARITES DE LA DESINDUSTRIALISATION PRECOCE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ET EMERGEANTS

Si pour les pays développés, la problématique de la désindustrialisation était déjà massivement présente dans les débats depuis la fin des années 1970, et ce après plus de deux siècles d'industrialisation continue, dans les pays en voie de développement et émergents, ce phénomène de recul de l'industrie a tendance à intervenir beaucoup plus tôt dans le processus de développement que dans les économies avancées. Ainsi, au bout de seulement deux ou trois décennies d'effort d'industrialisation, de nombreux pays en voie de développement, notamment en Afrique et en Amérique latine, sont déjà entrés en crise industrielle. Ce phénomène est qualifié par les économistes de *désindustrialisation atypique* ou *précoce*. Elle renvoie au fait qu'un grand nombre d'économies en voie de développement deviennent des économies de services, sans avoir connu une réelle expérience d'industrialisation. Si les nations industrialisées des premiers temps (essentiellement européennes) étaient parvenues à faire travailler au moins 30% de leur population active dans l'industrie, la génération des pays dont les économies ont connu une industrialisation tardive a rarement pu en faire autant (Rodrik, 2018, cité par Amougou, 2019). A titre d'exemple, en Grande-Bretagne, l'emploi manufacturier a atteint son maximum avant la Première Guerre mondiale en représentant alors 45% de l'emploi total, avant de fortement décroître en termes relatifs. Le constat

est à peu près similaire en Allemagne, où l'emploi manufacturier représentait près 40 % de l'emploi total dans les années 1970, avant de voir sa part fortement reculer². En somme, tous les pays développés ont donc connu un processus d'industrialisation durable, puis de désindustrialisation avec des degrés divers. Ce n'est qu'une fois le développement économique et industriel pleinement réussi, qu'ils ont amorcé leur désindustrialisation dans une économie mondialisée.

Si le processus de désindustrialisation semble s'amorcer de plus en plus tôt pour les pays en voie de développement, certains pays émergents, ayant déjà construit une base industrielle réelle (Brésil, Inde, Mexique, etc.) sont aussi fortement touchés par la *désindustrialisation précoce*, que ce soit en termes de degré de contribution de la production industrielle dans le PIB ou de niveau de revenu, comme nous l'explique l'économiste Dani Rodrik (2013)³ dans ces travaux de recherche. Au Brésil par exemple, en 1986, l'emploi industriel a atteint à peine 16% de l'emploi total lorsque l'industrie a commencé à présenter de sérieuses faiblesses. Au Mexique, l'emploi manufacturier a commencé à décliner dès les années 1990 lorsqu'il a atteint 20% de l'emploi total. L'Inde a amorcé sa désindustrialisation en 2002, alors que la part de l'emploi industriel dans l'emploi total était à peine de 13%, elle n'a pas cessé depuis de diminuer. Aussi, il apparaît que le processus de la désindustrialisation affectant les PED s'amorce à des niveaux de revenus faibles comparativement à ceux connus par les pays anciennement industrialisés. Par exemple, le Brésil a commencé à se désindustrialiser lorsque le niveau du revenu par tête atteignait à peine 5000 dollars/an, la Chine 3000 dollars/ an et l'Inde 2000 dollars/ an (Rodrik, 2013).

Le modèle d'industrialisation observé sur les trente dernières années dans les PED et les pays émergents

² Même en Allemagne, bien souvent considérée comme l'économie manufacturière la plus solide, la proportion de l'emploi manufacturier a régulièrement diminué depuis des années.

³ Cf. Rodrik, D. (2014). Les pays émergents face à la désindustrialisation précoce, Home page, <http://www.blog-illusio.com/article-les-pays-emergents-face-a-leur-desindustrialisation-prematuree-123472337.html>

s'est révélé tout à fait différent de celui qu'ont vécu les pays industrialisés, notamment européens. Ces PED qui tentent toujours de construire une base industrielle sont confrontés à une double difficulté : un processus d'industrialisation lent, compliqué et nécessitant des capitaux très importants, et une concurrence internationale provoquant une *désindustrialisation précoce*, susceptible de freiner leur développement à peine commencé (Rodrik, 2013). Cette *désindustrialisation prématurée* constitue un sérieux handicap pour le développement de ces pays, car elle entame leur potentiel de croissance économique en réduisant les opportunités d'investissement, en limitant l'absorption de la main-d'œuvre et en ne favorisant pas la hausse de la productivité du travail et du capital.

Qu'en est-il de la désindustrialisation de l'Algérie ?

Dans de nombreux pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, l'emploi industriel a commencé à péricliter à partir des années 1980, comme nous l'avons vu précédemment. En Algérie la baisse de celui-ci date de 1979 lorsqu'il a atteint 20% du total des emplois. Mais c'est à partir de 1993 que l'économie algérienne connaît vraiment une perte significative des emplois industriels, à un rythme annuel moyen de 0,6% jusqu'en 2002 (Boukha & Talahite, 2008). Depuis cette évolution baissière du nombre d'emplois industriels dans l'économie nationale se poursuit.

4. LA DESINDUSTRIALISATION PRECOCE DE L'ALGERIE PAR LES CHIFFRES

Nous prenons comme point de départ de l'analyse de la désindustrialisation de l'Algérie la fin des années 1980 et le début des années 1990, période où la politique nationale du développement économique a été remise en cause pour faire prendre au pays un virage libéral, engendrant des

privatisations d'entreprises d'Etat, un net recul de l'investissement public et une ouverture rapide et brutale du marché national à la concurrence étrangère. Depuis les années 1990, la baisse de la part de l'industrie dans l'économie algérienne est largement confirmée par de nombreuses études⁴.

Mais avant d'analyser par les chiffres ce déclin industriel, il importe de rappeler que la désindustrialisation est généralement définie comme la baisse de la contribution des productions industrielles dans la valeur ajoutée réalisée par le pays, la disparition ou la fermeture d'usines et par la baisse de la part de l'emploi industriel dans l'emploi total. Dans le cas de l'Algérie, la désindustrialisation s'explique principalement par la baisse significative et continue des capacités productives des entreprises publiques, par la faiblesse du secteur productif privé et par la disparition de pans entiers de l'appareil productif national, suite à l'ouverture vis-à-vis de l'étranger. Elle n'est pas due, comme c'est le cas des économies avancées, aux stratégies d'externalisation de certaines tâches du processus de production que les entreprises algériennes auraient pu mettre en place. Les délocalisations des firmes ne concernent donc pas les entreprises algériennes. Ce décrochage industriel que connaît l'Algérie depuis de nombreuses années, s'est opéré au profit des hydrocarbures, des services et des activités informelles⁵, s'explique certainement par d'autres raisons qui seront développées plus loin dans cet article. Les statistiques sectorielles disponibles et les études économiques réalisées montrent que la désindustrialisation de l'Algérie est à présent un fait indéniable. Quelle est donc son ampleur ?

Si la production industrielle algérienne a fortement progressé depuis la fin des années 1960 jusqu'en 1984, elle a commencé à décliner à partir des années 1985 à cause notamment du ralentissement de la production manufacturière publique. Entre

⁴ A titre d'exemple, on peut citer les publications d'Abdelatif Benachenhou, de Fatiha Talahite, de Youcef, Benabdellah, d'Abderahmane Mebtoul, d'Abdeltif Rebah, de Rafik Bekkour, de Samir Bellal, etc. Tous ont observé dans leurs travaux d'analyse rétrospective et bilanciale

que l'activité industrielle algérienne connaît un déclin sans précédent depuis le début des années 1990.

⁵ Entre 1986 et 1997, le poids relatif des recettes des exportations des hydrocarbures dans le PIB algérien a quasiment triplé, passant de 7,5% à 21,8%.

1987 et 1999, exception faite de l'année 1998, la production manufacturière publique a connu des taux de croissance négatifs, soit un taux moyen annuel de -2,7%. Cette baisse des capacités de production n'a pratiquement épargné aucune branche d'activité. À titre d'exemple, entre 1987 et 1999, la production du cuir et des chaussures, des textiles et de la confection, ont perdu respectivement plus de 90% et de 77% de leur volume de production. Le secteur des mines et des carrières, des matériaux de construction, du bois et liège et du papier ont perdu en moyenne entre 43% et 47% de leurs capacités productives, en quelques années. Les productions des industries lourdes, tels que la sidérurgie, l'industrie métallique, mécanique et électrique (ISMME), qui constituaient pourtant le fer de lance de la politique d'industrialisation initiée dès les premières années de l'indépendance, ont vu leur indice diminuer de 60% entre 1989 et 2006. Mais c'est surtout à partir des années 1990, période de violences politiques (*décennie noire*), de forte compression des importations, et de la mise en place des réformes économiques et institutionnelles libérales (réduction drastique des dépenses suite à la chute des prix du pétrole), que la contraction de la production manufacturière fut particulièrement spectaculaire.

Le recul de la contribution au PIB des activités industrielles, hors hydrocarbures, se confirme durant les années 2000-2015. En 2005 par exemple, la part de la valeur ajoutée de l'industrie hors hydrocarbure dans le PIB ne représentait plus que 5,3%. Cette part s'élevait globalement à 17% au Maroc, à 18% en Tunisie et à 19% en Egypte pour la même année. Ce processus de désindustrialisation, qui touche pratiquement toutes les filières industrielles du territoire national, se poursuit jusqu'à aujourd'hui (Talahite, 2016), jetant au passage des pans entiers de la population algérienne dans la précarité.

Les causes de ces faibles performances industrielles sont multiples. Le recul de la part de

l'investissement public dans le PIB explique en partie la contraction de la contribution des industries au PIB algérien : le niveau de l'investissement public est passé de 34% avant 1986 à 14,6% en 1986, puis à seulement 7,4% en 1997 (Rebah, 2021). Entre 2014 et 2019, avec la baisse drastique des prix du pétrole qui a conduit à une forte consolidation budgétaire, le niveau annuel de l'investissement public est resté faible, il représentait moins de 6% du PIB en 2019. Durant la période post-Covid (2020-2025), grâce à la remontée des prix des hydrocarbures, l'Algérie a consacré un peu plus de ressources financières à l'investissement, pour atteindre 8,2% du PIB, mais cela reste en deçà des niveaux antérieurs des années 1970 et 1980. Et les projections du FMI indiquent une nouvelle baisse de l'investissement de l'Etat à environ 6,4% du PIB sur la période de 2026-2030, et ce en raison de la contrainte budgétaire, de la pression des dépenses courantes et de l'abaissement des capacités d'exploitation et d'exportation d'hydrocarbures du pays⁶.

La sous-utilisation massive des capacités productives des unités industrielles nationales d'Etat existantes, qui ne fonctionnent qu'à environ 50% de leurs capacités, constitue une autre cause majeure du marasme industriel algérien (Boudjenah, 1999).

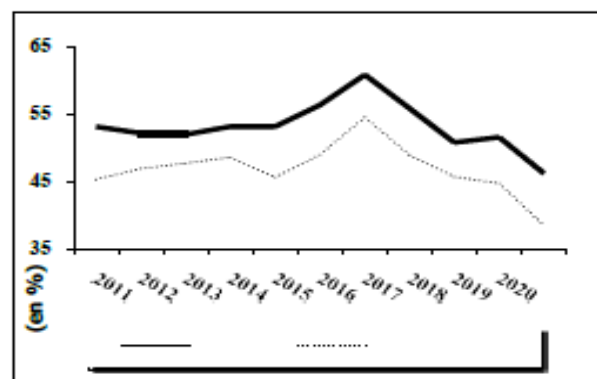


Figure 1 : évolution du taux d'utilisation des capacités de production, ONS, 2021.

⁶ La production de pétrole brut a reculé de 6,9% en 2024 par rapport à 2023, et de 10,5% par rapport à 2022 (Banque Mondiale, 2025). Les recettes des hydrocarbures ont, elles aussi, fortement baissé : elles sont passées de

19,1% du PIB en 2023 à 11,1 % en 2024, provoquant une dégradation marquée du déficit budgétaire à 13,9 % du PIB, soit son niveau le plus élevé depuis 2015 (ONS, 2025).

En 2020 par exemple, le taux d'Utilisation des Capacités de Production (TCU) des entreprises algériennes publiques demeure faible, il n'est que 46,2%. Cette tendance baissière du TCU touche particulièrement les secteurs des hydrocarbures, des ISMMEE et des industries chimiques).

En dépit des efforts des pouvoirs publics et des dépenses engagées, notamment dans le cadre de la stratégie industrielle mise en œuvre entre 2006 et 2016, la valeur ajoutée générée par le secteur de l'industrie demeure encore faible, largement en deçà de son potentiel et de la demande locale qui ne cesse d'augmenter avec la démographie croissance de la population. En 2024, la contribution du secteur industriel demeure faible, elle s'est établie à 1 669,8 milliards de dinars, soit 4,7% au PIB (ONS, 2024).

Les données du graphique suivant illustrent la crise actuelle de l'industrie algérienne.

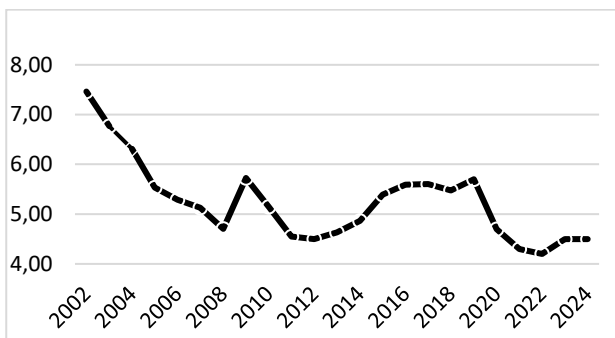


Figure 2 : évolution de la part de l'industrie dans le PIB en %. Construit par l'auteur à partir des données de l'ONS.

Comme l'indiquent clairement les données du graphique ci-dessus, la contribution du secteur industriel à la valeur ajoutée nationale a reculé ou stagnée depuis l'année 2002 jusqu'à 2024.

En outre, le taux de croissance du volume de production du secteur industriel demeure, lui aussi, insuffisant : seulement 5,8% en 2024 contre 6,3% en 2023 (Banque d'Algérie, 2024). Cette décélération s'explique principalement par la contraction de la production des industries manufacturières : la baisse de la valeur ajoutée de la branche de fabrication de machines et appareils électriques, des équipements de communication, et de celle de l'industrie chimique, du caoutchouc et des plastiques. Ainsi, malgré les discours volontaristes

des autorités, l'accroissement de la contribution de l'industrie à la croissance de l'économie nationale demeure insuffisant, plus de 40 ans après la mise en place des « industries industrialisantes ».

Si dans les statistiques sectorielles officielles, la désindustrialisation de l'économie nationale est indéniable (cf. figure n°2), elle est aussi perceptible dans les chiffres des effectifs occupés par les activités industrielles et manufacturières par rapport à l'emploi total dans le pays. En effet, une analyse sommaire de l'évolution des emplois dans les secteurs économiques révèle une forte tertiarisation des emplois algériens et un net recul de l'emploi industriel et agricole depuis les années 1980, comme l'attestent les données du tableau suivant :

	1977	1987	2000	2014	2020	2024
Agriculture	31%	18,6%	14,1%	9,5%	10%	9%
Industrie	18%	16,7%	13,4%	12,6%	12%	13,6%
Service	35,6%	47,8%	62,5%	61,4%	62%	n.d

Tableau 1 : allocation sectorielle de la population active en Algérie en %. Construit par l'auteur à partir des données de l'ONS et de la Banque d'Algérie.

On remarque, dans cette répartition sectorielle de l'emploi, que l'Algérie connaît effectivement une forte désindustrialisation : la part de l'industrie dans l'emploi total y est passée de 18% en 1977 à 13,6% en 2024, soit une baisse de 4,4 points de pourcentage en une quarantaine d'années à peine. Mais c'est la part de l'emploi dans l'agriculture qui connaît la baisse la plus importante, elle est passée de 31% en 1977 à seulement 9% en 2024, soit une baisse de 22 points de pourcentage. Pour ce qui est de la part des services, la croissance est plus marquante pour atteindre plus de 60% du total de l'emploi à partir de l'année 2020. Cette domination de l'emploi tertiaire s'explique essentiellement par le poids des effectifs occupés dans l'administration publique et par l'essor du secteur informel.

La dégradation de l'outil industriel algérien a plongé l'économie nationale dans une crise durable et a provoqué des déséquilibres socio-économiques importants : un taux de chômage élevé (14,2% en 2024), un déficit budgétaire récurrent (13,9% du PIB

en 2024) et un déficit commercial qui se creuse d'année en année (711,5 milliards de dinars au premier semestre 2025) (ONS, 2025).

Comprendre les causes de ce décrochage est essentiel pour enrayer le déclin et espérer créer une dynamique industrielle nouvelle. Quelles sont les principales causes de la *désindustrialisation précoce* de l'Algérie ?

5. LES EXPLICATIONS ET LES CONSEQUENCES PLURIELES DE LA DESINDUSTRIALISATION PRECOCE DE L'ALGERIE

Les expériences d'industrialisation des nations développées et de celle des pays nouvellement industrialisés nous montrent que la construction d'une base industrielle puissante est un processus long et complexe, qui ne peut pas être l'œuvre d'une seule génération. Dans les pays en voie de développement, qui connaissent souvent un réel déficit de la démocratie participative, la volonté politique est déterminante pour la réussite de tout projet d'industrialisation, mais ce serait une erreur majeure de sous-estimer l'ampleur des obstacles de nature objective et subjective (Rebah, 2021). Après avoir posé un constat factuel sur l'ampleur du déclin industriel de l'Algérie, il convient à présent d'étudier les principales causes qui ont conduit à la dégradation de l'industrie algérienne⁷.

Outre, le recul net du volume des investissements publics et le faible taux d'Utilisation des Capacités de Production évoqués dans la section précédente, la baisse continue depuis la fin des années 80 de la production industrielle de l'Algérie s'explique, tout d'abord, par la montée en puissance des pays émergents, tels que la Chine, le Brésil, l'Inde, dans le commerce mondial, proposant des produits à faibles coûts salariaux et bénéficiant d'une baisse spectaculaire des coûts de transport et du démantèlement des barrières tarifaires qui ont ouvert le marché algérien aux produits étrangers. En effet, l'ouverture rapide et non préparée de l'économie algérienne à la concurrence

internationale, suite à la mise en place de toute une série de réformes libérales depuis 1988, a surexposé les industries nationales à l'offensive des productions en provenance des pays émergents, les privant ainsi d'une part importante du marché local qui constitue pourtant le seul débouché à leurs productions. Dans ce contexte de transition vers une économie de marché, la désindustrialisation du pays s'explique surtout par la faiblesse de la productivité des entreprises nationales, en particulier publiques, dont les performances demeurent largement inférieures à celles des industries des pays développés et émergents, en termes de qualité des biens produits et de leurs prix (Gaffard, 2012).

Par ailleurs, la faiblesse des capacités productives du secteur privé, marginalisé des années durant, n'a pas favorisé la production industrielle nationale. Aujourd'hui encore, et malgré les nombreuses mesures mises en place pour stimuler l'investissement productif privé, l'ambition de faire émerger une génération d'industriels capables de seconder le dispositif industriel public pour atteindre l'industrialisation et l'autosuffisance n'est toujours pas atteinte. Aujourd'hui encore, l'Algérie produit moins de biens industriels et manufacturiers qu'il y a trente ans, proportionnellement à son PIB. La majorité des entreprises d'Etat connaissent encore des déficits récurrents, et ce malgré les nombreuses opérations de refinancement dont elles bénéficient régulièrement depuis plus de trois décennies. A titre d'exemple, de 2000 à 2020, selon les chiffres donnés par le Premier Ministre algérien, l'assainissement de ces entités publiques a coûté au Trésor public 250 milliards de dollars, soit un quart des recettes des exportations d'hydrocarbures sur la même période (Mabtoul, 2024). Pourtant, ces entreprises demeurent toujours non rentables, non concurrentielles, et leurs capacités productives ne cessent de diminuer d'année en année, réduisant de fait le potentiel de développement du pays.

⁷ Pour ne pas surcharger ce travail, et pour une meilleure compréhension des faiblesses du projet industriel algérien, nous avons fait le choix d'étudier dans le détail

« les causes de la désindustrialisation précoce de l'économie algérienne » dans un autre article.

Ce décrochage industriel s'explique aussi par les contraintes nationales en termes de réglementation changeante, une administration conservatrice et lente dans l'exécution des directives, une fiscalité pesante sur la production, un foncier industriel rare, et des financements bancaires difficiles à obtenir, notamment pour les entreprises industrielles en difficulté. Les banques publiques, non seulement ne prennent pas des risques pour financer le secteur industriel, mais délaissent de plus en plus les territoires et préfèrent continuer à financer les entreprises publiques et à déployer leurs activités dans les opérations de commerce extérieur⁸. Les PME-PMI rencontrent encore de sérieuses difficultés à obtenir des crédits, en particulier lorsqu'elles traversent des difficultés financières, et même si leurs fondamentaux sont sains (Si lekhal, 2012). Dans ces conditions, une profonde réforme du système bancaire constitue la condition préliminaire à la mise en œuvre d'un nouveau plan de relance industrielle, comme le suggère l'économiste algérien Lachemi Siagh dans son ouvrage « *Algérie, les voies de la renaissance* ». L'expert en finance pointe le caractère archaïque du système bancaire et financier, et insiste vigoureusement sur la nécessité de les moderniser, pour les rendre plus transparents, les soumettre à l'exigence de la performance, et surtout pour les soustraire à l'emprise du politique (Siagh, 2021).

Les nombreux obstacles à l'investissement découragent la réalisation de milliers de projets productifs et incitent les entreprises déjà en exercice à prospérer dans l'informel, pour échapper à l'impôt, aux charges et à toute réglementation. Conséquences de ce cadre contraignant, l'Algérie manque cruellement d'entreprises industrielles et l'investissement direct étranger demeure frileux⁹.

Malgré les nombreuses réformes annoncées ces dernières années par les autorités, telles que la dépenalisation de l'acte de gestion, la suppression de la règle de 49/51, la mise en place du guichet unique, le processus de désindustrialisation se poursuit encore.

Enfin, un autre facteur qui détermine l'essor du secteur industriel est la capacité d'un pays à former une main d'œuvre qualifiée, capable de faire fonctionner son appareil industriel, d'assurer sa maintenance et d'améliorer continuellement ses capacités productives, grâce notamment à l'innovation et au progrès technique. Or, l'économie algérienne manque toujours de main d'œuvre qualifiée dans les domaines technique, technologique et industriel, et ce malgré les efforts consentis par les autorités pour améliorer la formation ces dernières décennies : le taux brut d'inscription dans le supérieur est passé de 15% en 2000 à 52% en 2018 (Unesco, 2020), grâce aux dépenses importantes engagées dans le secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur, mais le nombre d'étudiants inscrits dans les filières scientifiques et technologiques ne représente que 25% du total des inscrits dans les établissements de l'enseignement supérieur pour la même année. Par ailleurs, les effectifs scolarisés dans les formations techniques et professionnelles essentielles à l'activité industrielle demeurent faibles, puisqu'ils ne dépassent pas les 10% de l'effectif total des élèves du cycle secondaire. Ces choix de spécialités s'expliquent principalement par la faiblesse des capacités d'encadrement dans les domaines scientifique et technique et par le manque d'opportunités de carrières professionnelles, singulièrement dans le secteur de l'industrie¹⁰.

⁸ Le secteur bancaire algérien demeure largement dominé par les banques publiques, et le marché financier est encore à l'état embryonnaire, avec un rôle négligeable dans le financement de l'économie.

⁹ L'Algérie ne crée pas suffisamment d'entreprises, les unités déjà en exercice n'arrivent pas à croître leurs capacités productives pour profiter des économies d'échelle et exporter. Avec seulement un taux de densité de 29 PME pour 1.000 habitants, au premier semestre

2022, l'Algérie est encore très loin des standards internationaux.

¹⁰ En dépit d'un réel besoin de techniciens et d'ingénieurs, les filières de l'enseignement général ont été (et demeurent) privilégiées depuis de nombreuses années en Algérie. L'inadéquation entre les formations et les compétences proposées par les Universités et les centres de formation et les besoins réels des entreprises en ressources humaines est désormais une question

Ce déficit de compétences techniques et technologiques ne favorise aucunement la production industrielle et ne permet pas aux entreprises nationales de profiter des éventuelles économies d'échelle, ni de valoriser les savoirs et les savoir-faire locaux essentiels aux activités industrielles (Bouacida, 2023). Il est admis que le capital humain et les compétences permettent aux pays de transformer leur croissance économique reposant sur une forte demande de matières premières en un développement fondé sur l'innovation dans l'industrie et les services (Casadella, 2014, cité par Moussone & Metougue, 2018).

Cette explication multifactorielle des causes de la *désindustrialisation précoce* de l'Algérie ne doit toutefois pas faire oublier les incohérences des politiques publiques qui alternent parfois réformes libérales et mesures dirigistes, voire protectionnistes. Les aspirations incohérentes et le manque de continuité dans l'effort d'investissement réduisent le potentiel industriel du pays, car les défauts de visibilité et de stabilité juridique et politique nuisent sérieusement à l'investissement national et étranger. Aussi, il convient de souligner qu'en Algérie, comme dans la plupart des PED, les différentes politiques publiques en faveur du développement économique souffrent d'un déficit de démocratie, ce qui rend difficile leur application sur le terrain. De la même façon, le caractère fortement normatif des dispositifs d'Etat en faveur de la relance industrielle, privilégiant le plus souvent une approche par filières au détriment des territoires, implique une multiplication de décideurs publics, et donc une diminution de l'efficacité de l'action des pouvoirs publics en faveur du développement.

L'économie algérienne aurait pu avoir des bases plus saines si les secteurs industriels, public et privé, y jouaient un rôle plus important, à travers la création des richesses et des emplois durables. C'est à cause de l'abandon de son industrie que l'Algérie traverse depuis de nombreuses années une crise

multidimensionnelle : le pays n'arrive toujours pas à résorber son chômage endémique, source de précarité et pauvreté. Les diplômés universitaires sont les plus touchés par le chômage avec 19% pour l'année 2024, un taux supérieur à celui des diplômés de la formation professionnelle (14,6%) et à celui des sans diplôme (9,6%) (ONS, 2024).

L'érosion de la production industrielle provoque la disparition de milliers d'emplois et réduit significativement le pouvoir d'achat des Algériens, déjà trop faible. Elle se traduit aussi par une augmentation significative des importations pour satisfaire la demande locale grandissante. En 2024, faute d'une offre locale suffisante, et malgré une politique d'importation plus stricte, les importations algériennes de biens (biens d'équipements, biens industriels, biens alimentaires et produits semi-finis) ont enregistré une hausse de 5,82% par rapport à l'année 2023, pour atteindre 42,842 milliards de dollars. Cette augmentation des importations a concerné en premier lieu les appareils et engins mécaniques ainsi que l'automobile. L'endettement public s'est fortement aggravé depuis 2020, pour atteindre 54% du PIB en 2024. Ce ratio risque de continuer de croître avec la baisse des revenus des hydrocarbures. Les réserves officielles de change, utilisées comme variable d'ajustement pour équilibrer la balance de paiements, affichait 68,27 milliards de dollars à la fin 2024 contre 69,82 milliards de dollars à la même période en 2023 (Banque d'Algérie, 2024).

En outre, la *désindustrialisation précoce* constitue un facteur d'aggravation des inégalités de développement entre les territoires, de dégradation du lien social au sein de la société algérienne, et de perte de souveraineté nationale.

Tous ces déséquilibres ne peuvent pas continuer à être indéfiniment compensés par l'argent de la rente non durable du pétrole et du gaz. Afin de contrer la désindustrialisation de l'économie nationale et de réduire sa dépendance excessive aux importations, les autorités en charge du développement économique ont engagé, à partir de

débatte dans de nombreuses conférences, colloques, émissions de télévision, etc.

l'année 2020, un plan national pour soutenir les activités industrielles afin de répondre aux besoins du marché national et de réduire les importations à moyen et long terme. L'objectif affiché par les pouvoirs publics est de porter la contribution de l'industrie nationale au PIB à 13% à l'horizon 2027. Pour tenter d'atteindre cette ambition, le gouvernement maintient donc les investissements pour le développement industriel et les subventions aux filières stratégiques.

La stratégie de relance du gouvernement s'appuie sur plusieurs secteurs porteurs qui devraient être des moteurs de croissance économique. Le secteur des industries pharmaceutiques occupe une place de choix dans les priorités des autorités. En effet, la création d'un ministère dédié à l'industrie pharmaceutique en 2020, a permis de dynamiser cette filière. Elle couvre désormais 76% des besoins nationaux et ambitionne à exporter ses surplus. L'industrie agro-alimentaire constitue un autre axe essentiel de la nouvelle stratégie industrielle. Subventionnée par l'Etat, depuis quelques années, sa contribution qui ne représentait que 18,1% en 1991 de la production brute totale de l'industrie manufacturière, en assure désormais près de 50% (Bekkour, 2023).

En outre, les autorités algériennes manifestent une attention particulière aux start-up innovantes, aux microentreprises en matière de services technologiques, aux petites industries et au secteur des énergies renouvelables, le solaire en particulier. L'Etat continue d'investir dans de grands projets d'infrastructures essentiels au développement économique et industriel du pays (lignes ferroviaires, extensions portuaires, etc.).

En parallèle, pour soutenir l'investissement industriel et les entreprises, les pouvoirs publics ont engagé plusieurs initiatives visant notamment l'amélioration du climat d'investissement, la dépénalisation de l'acte de gestion, la non-discrimination entre les secteurs public et privé, la numérisation de l'administration pour une nouvelle gouvernance économique et une plus grande transparence de l'action publique pour le développement économique.

Même si les effets de ces mesures sont réels, celles-ci ne peuvent pas suffire à la mise en place d'une nouvelle politique industrielle, capable de faire émerger des champions (Gribi, Amarouche & Si lekhal, 2021) et de remettre en cause le modèle économique rentier, qui prédomine encore. La diversification économique et l'industrialisation des régions algériennes exigeraient une substitution des produits importés par des biens produits localement. Ce remplacement peut commencer dans une première étape par les biens de consommation de base (textile, cuir, etc.), puis s'élargir progressivement, dans une seconde phase, aux productions des industries lourdes (produits chimiques, raffineries, cimenteries, etc.). Les industries plus complexes, qui nécessitent des technologies, des savoir-faire et des capitaux importants suivraient à long terme (équipements industriels et médicaux, construction automobile, aciers spéciaux, etc.) (Mera Boudia, 2024). Le déroulement et l'approfondissement du processus d'industrialisation par substitution d'importations exige de filtrer les importations en fonctions des priorités de l'industrie nationale et de favoriser l'investissement national par des politiques monétaires actives. L'Algérie pourrait fonder son industrialisation en s'inspirant du modèle industriel des pays sud-américains (Brésil, Mexique, etc).

La relance de l'industrie algérienne exige de concevoir une politique cohérente à long terme, qui prendra en compte les potentialités et les avantages comparatifs dont dispose encore le pays. Un projet exigeant qui n'autorise ni la médiocrité de la gouvernance, ni l'inertie politico-administrative. La nouvelle politique industrielle se doit aussi de prendre en compte la donne écologique.

6. CONCLUSION

Au terme de cette recherche, il est apparu que l'Algérie fait face depuis une trentaine d'année à une *désindustrialisation précoce* de son économie. Un constat qui contraste avec les ambitions de développement clairement affichées dans la décennie 1970-1980. En trois décennies à peine (de 1980 à 2010), le taux d'investissement des entreprises publiques et privées est passé de 30% à moins de 10% du PNB (Francis, 2017), et la

contribution de l'industrie dans le PIB de 15% en 1986 à 4.7% en 2024. D'année en année, la désindustrialisation de l'économie nationale s'étend inexorablement, en n'épargnant aucun secteur d'activité (Talahite, 2016). De fait, elle continue de réduire le potentiel de développement économique du pays.

Pour autant, la *désindustrialisation précoce* de l'Algérie, comme phénomène économique et social, n'est pas une fatalité. Son arrêt exigerait du gouvernement la mise en place urgente d'une nouvelle stratégie industrielle qui favoriserait un redéploiement du secteur industriel public et assurerait les conditions de l'émergence d'un entrepreneuriat industriel privé, capable de produire en grandes quantités, pour profiter des économies d'échelle, pour innover et exporter. La typologie actuelle des entreprises algériennes, qui sont dans leur majorité de petite taille, est inadaptée à un vrai développement industriel¹¹. En effet, les pays dont le modèle d'entreprise est le mieux adapté au développement de l'industrie, comme l'Allemagne, disposent de beaucoup d'ETI industrielles. C'est pourquoi la force motrice d'un nouveau projet industriel pour l'Algérie devrait donc être constituée par des entreprises industrielles de 250 à 1000 salariés (Ranque, et al., 2011), et non de vastes complexes industriels publics désuets, souvent avec un équipement de production vétuste. C'est davantage dans les entreprises privées qu'émergeraient de nouveaux emplois, ainsi que des produits et services plus performants dans l'Algérie de demain (Mimis & Montes, 2008, cité par Montes, 2019). La transition vers une croissance économique durable et vers une création d'emplois grâce au secteur privé doit constituer la priorité du développement économique. L'amélioration de l'environnement des affaires par une législation lisible et stable, la mise en place d'une politique de ressources humaines qui privilégie la compétence et l'expertise (Belaïcha *et al.*, 2012), la rationalisation des dépenses publiques en luttant contre le

gaspillage de l'argent public, la simplification des procédures administratives et l'amélioration de l'exécution des directives en recourant à la numérisation massive, doivent constituer le cœur d'une nouvelle politique du développement économique et industriel du pays.

Cette présente contribution s'est focalisée sur l'analyse du phénomène de la *désindustrialisation précoce* de l'Algérie sans avoir développé dans le détail les solutions susceptibles de freiner ce phénomène. Par ailleurs, le manque de données officielles au niveau national relatives à certains aspects traités dans ce travail de recherche nous a contraints par moment à recourir aux statistiques vérifiées et diffusées dans des publications reconnues et à celles publiées par les organisations internationales (FMI et Banque Mondiale).

7. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Amougou, T. (2019). Les conditions de l'émergence industrielle de l'Afrique. *Alternatives Sud*, 26 (2), 25-45. Récupéré sur https://www.cetri.be/IMG/pdf/industrialisation_pdf.pdf

Askenazy, P. (2012). Face à la désindustrialisation, quelle stratégie industrielle ? *Revue Esprit*, 2, 86-92. <https://doi.org/10.3917/espri.1202.0086>

Banque d'Algérie. (2024). Evolution économique et monétaire. Récupéré sur <https://www.bank-of-algeria.dz/stoodroa/2025/09/Rapport-2024-fr.pdf>

Bekkour, R. (2025). Le processus de désindustrialisation en Algérie (1991-2023): analyse statistique, constats et perspectives de réindustrialisation. *Revue d'Economie et de Statistique appliquée*, 22, 321-337. Récupéré sur <https://asjp.cerist.dz/en/article/279473>

Belaïcha, A., & al. (2012). La création d'un fonds d'investissement d'Etat en Algérie: quels enjeux ?

¹¹ Selon le ministère de l'industrie et de la production pharmaceutique (avril 2023), la population des PME à la fin de l'année 2022 s'élevait à 1 359 803 PME, 98% sont des micro-entreprises (TPE). Près de 99,9% de cet

ensemble d'entités sont des entreprises privées, 56% exercent principalement dans les services et le BTPH, et seulement 8,53% des PME opèrent dans le secteur industriel.

Mondes en développement, 159(3), 135-149.
<https://doi.org/10.3917/med.159.0135>

Bellal, S. (2011). Une approche régulationniste de la désindustrialisation en Algérie. Les cahiers du Créad, 95, 27-52. Récupéré sur <https://asjp.cerist.dz/en/article/2070>

Bellal, S. (2022). Rente, populisme et questions économiques en Algérie: réflexion sur un système en crise. El Amel.

Benabdellah, Y. (2009). Rente et désindustrialisation. Confluences méditerranée, 71(4), 85-100.
<https://doi.org/10.3917/come.071.0085>

Benachenhou, A. (2018). L'Algérie, les années 2030 de notre jeunesse. Diwan.

Bouacida, R. (2023). Le système national d'innovation en Algérie: quelles politiques pour améliorer les performances économiques ? Marchés et Organisations, 48(3), 15-46.
<https://doi.org/10.3917/maorg.048.0015>

Boudjenah, Y. (1999). Le démantèlement du secteur public en Algérie. Recherches internationales, 56-57(2/3), 175-197.
<https://doi.org/10.3406/rint.1999.2562>

Bouklia, H., & Talahite, F. (2008). Marché du travail, régulation et croissance économique en Algérie. Tiers Monde, 194(2), 413-437.
<https://doi.org/10.3917/rtm.194.0413>

Derrouiche, R. (2025). Rigueur scientifique et pertinence managériale : innovations méthodologiques et perspectives internationales en gestion industrielle. Revue Française De Gestion Industrielle, 39(3).
<https://doi.org/10.53102/2025.39.03.1276>

Derrouiche, R., Lamouri, S., & Naoui-Outini, F. (2022). Supply Chain 4.0 : rôles et opportunités de la gestion industrielle. Revue Française De Gestion Industrielle, 36(1), 3-6.
<https://doi.org/10.53102/2022.36.01.1112>

FMI. (2021). Consultation de 2021 au titre IV de l'article-communiqué de presse. Déclaration de l'administrateur pour l'Algérie. Récupéré sur <https://www.imf.org/-/media/files/publications/cr/2021/french/1dzafa2021001.pdf>

Gaffard, J. (2012). Compétitivité et développement industriel en Europe. Regards

croisés sur l'économie, 11(1), 116-124.
<https://doi.org/10.3917/rce.011.0116>

Gaulard, M. (2011). Les causes de la désindustrialisation brésilienne. Tiers Monde, 205(1), 171-190.
<https://doi.org/10.3917/rtm.205.0171>

Gaulard, M. (2016). Les responsabilités de la désindustrialisation précoce dans la crise brésilienne actuelle. Outre-Terre, 47(2), 66-81.
<https://doi.org/10.3917/oute1.047.0066>

Gribi, D., Amarouche, A., & Si lekhal, K. (2022). Promouvoir les PME industrielles en Algérie : quelle politique adopter ? Algerian business performance review, 10(1), 187-208. Récupéré sur <https://asjp.cerist.dz/en/article/177943>

Guillon, B. ., & Derrouiche, R. (2024). Regards croisés sur le concept du risque en gestion industrielle. Revue Française De Gestion Industrielle, 38(2), 03-05.
<https://doi.org/10.53102/2024.38.02.1219>

Guillou, S. (2017). Réindustrialiser : oui, mais comment ? Cahiers français, 397, 77-82. Récupéré sur www.vie-publique.fr/files/2021-12/3303330404256_Extrait.pdf

Lachmann, H. (2014). Comment freiner la désindustrialisation ? Géoéconomie, 68(1), 27-36.
<https://doi.org/10.3917/geoec.068.0027>

Mebtoul, A. (2024). Quelle politique industrielle pour l'Algérie ? Eviter les erreurs du passé. El Watan. Récupéré sur <https://elwatan.dz/quelle-politique-industrielle-pour-lalgerie-eviter-les-erreurs-du-passe/>

Merad Boudia, A. (2024). L'économie algérienne : de l'indépendance au Hirak. Campus ouvert.

Montes, M. (2019). De quel type de politique industrielle avons-nous besoin ? Alternatives Sud, 26(2), 137-147. Récupéré sur https://www.cetri.be/IMG/pdf/industrialisation_pdf.pdf

Moussone, E., & Metougue, P. (2018). Le renforcement de la formation technique et l'industrialisation en Afrique subsaharienne : le cas du Gabon. Marché et Organisations, 32(2), 153-178.
<https://doi.org/10.3917/maorg.032.0153>

ONS. (2024). Indice de la production industrielle. Récupéré sur <https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPI1T2024.pdf>

Petersen, J., & Bohne, N. (2019). Politique industrielle au Chili : pour un nouveau paradigme. *Alternatives Sud*, 26(2), 87-100. Récupéré sur https://www.cetri.be/IMG/pdf/industrialisation_pdf.pdf

Ranque, D., & al. (2011). Les nouveaux défis de l'industrie en France. *Journal de l'école de Paris du management*, 91(5), 9-16. <https://doi.org/10.3917/jepam.091.0009>

Rebah, A. (2021). Algérie post-hirak à la conquête de l'avenir. APIC.

Salama, P. (2019). Amérique latine : goodbye industrie, hello stagnation. *Alternatives Sud*, 26(2), 65-86. Récupéré sur https://www.cetri.be/IMG/pdf/industrialisation_pdf.pdf

Si lekhal, K. (2012). Le financement des PME en Algérie : difficultés et perspectives. *Recherches économiques et managériales*, 6(1), 43-59. Récupéré sur <https://asjp.cerist.dz/en/article/49371>

Siagh, L. (2021). Algérie, les voies de la renaissance. Casbah. SBN : 978 9947 62 301 5.

Talahite, F. (2016). Désindustrialisation et industrialisation en Algérie, le rocher de Sisyphe. *Outre-terre*, 47(2), 130-151. <https://doi.org/10.3917/oute1.047.0130>

Talahite, F. (2018). Industrialisation de l'Algérie : l'obstacle des droits de propriété. *Afrique*

contemporaine, 266(2), 131-150. <https://doi.org/10.3917/afco.266.0131>.

8. BIOGRAPHIE



Karim SI LEKHAL est diplômé d'un doctorat en sciences économiques de l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines (France) et d'un Master de recherche en anthropologie

socioéconomique de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris (EHESS - Paris).

Spécialiste en économie du développement, ses travaux de recherche et de réflexion portent depuis plusieurs années sur le financement des PME-PMI, le développement entrepreneurial et les politiques économiques et industrielles dans les pays en développement, avec un intérêt marqué pour l'Algérie. Il compte plusieurs publications dans des revues scientifiques dans ce domaine.

Professeur certifié de sciences économiques et sociales au sein de l'Education nationale, il est l'auteur d'une quinzaine d'articles de vulgarisation économique publiés dans la presse algérienne.

¹*Karim SI LEKHAL, Chercheur en économie du développement.*

karim.silekhal@gmail.com